

Les communes pauvres plus durement frappées par le Covid-19

Nathaniel Herzberg

Pour la première fois, des économistes français ont quantifié l'excès de mortalité dû au SARS-CoV-2 dans les municipalités les plus modestes

Mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade : la phrase de Francis Blanche, même prononcée avec le sourire, a pris des allures de dicton. Le comédien aurait-il pu imaginer que, quelques décennies plus tard, un vilain virus donnerait à sa boutade le sérieux d'un résultat scientifique ? Quatre économistes français viennent en effet montrer que le Covid-19 tue d'abord, et de façon particulièrement importante, les plus modestes. En croisant les données de mortalité, le revenu des communes et les zones de déconfinement, ils mettent en évidence, pour la première fois, par une étude systématique, l'excès de mortalité provoqué par l'épidémie dans les municipalités aux revenus les plus bas. Leur travail vient d'être rendu public, en prépublication, sur le site d'archives ouvertes HAL.

C'est en écoutant une chronique radio laissant entendre que le Covid-19 ressemblait fort à « une maladie de pauvres » que les quatre économistes du travail, issus de l'École d'économie de Paris (PSE), du Centre d'étude de l'emploi et du travail et de la Norwegian School of Economics, ont été piqués au vif. « *Il y avait eu des études dans plusieurs pays montrant la surreprésentation des minorités parmi les malades, mais rien de systématique sur les inégalités de richesse*, souligne Simon Briole, chercheur à PSE et à la branche européenne du J-PAL, le laboratoire de la Prix Nobel Esther Duflo spécialisé dans la lutte contre la pauvreté. *Or, en France, l'Insee fournit des données statistiques uniques au monde, qui devaient pouvoir nous permettre d'apporter une preuve.* »

Encore fallait-il choisir les bonnes données. Pour étudier l'impact de la maladie, les résultats des tests – notoirement insuffisants en France – ne pouvaient convenir. Ni même les décès attribués au coronavirus, qui peuvent ignorer la présence du virus chez certains morts, notamment ceux qui ne sont pas passés par l'hôpital. L'Insee fournit en revanche, chaque semaine, les données brutes de mortalité à l'échelon municipal, et plus particulièrement la surmortalité en 2020 par rapport à 2018 et 2019. « *C'est cette donnée-là que nous avons croisée avec le revenu médian de chaque commune située en zone urbaine* », indique Simon Briole.

Différence éclatante

Leur résultat est spectaculaire. D'un côté, les trois quarts des communes du territoire français considérées comme les plus riches connaissent un excès moyen de mortalité, dû au Covid-19, de 50 % pour l'année 2020. De l'autre, dans le quart des communes les plus pauvres, il atteint 88 %. « *On s'est demandé si la surmortalité ne pouvait pas venir d'autres causes, en particulier du confinement* », raconte le chercheur. Lui et ses collègues ont donc comparé les résultats dans les territoires à faible circulation du virus – les fameuses zones vertes du déconfinement – et dans les zones les plus infectées (rouges). La différence est là encore apparue éclatante : dans les zones vertes, qui ont pourtant connu sept semaines de confinement strict, les communes riches et pauvres enregistrent une surmortalité limitée et proche. A l'inverse, dans les zones rouges, le tribut payé par les pauvres est incomparablement plus élevé.

Avec cette triple comparaison – communes riches contre communes pauvres, 2020 contre 2019/2018, zones très infectées contre zones peu infectées –, aucun doute ne semble plus permis : le Covid-19 apparaît non seulement comme une maladie dure avec les vieux, dure avec les faibles (qui ont des comorbidités), dure avec les minorités, mais aussi dure avec les plus démunis.

Pour les quatre économistes, le travail n'était pourtant réalisé qu'à moitié. « *Ce qui nous intéressait peut-être le plus, c'était les vecteurs de diffusion* », admet Simon Briole. Autrement dit, comprendre les mécanismes qui faisaient des pauvres une cible privilégiée du virus. La littérature leur offrait deux

« canaux potentiels » d'exposition : la surpopulation des logements et la nature des emplois occupés. Cette fois, outre les données de recensement, qui permettent de connaître la nature des habitations, ils ont profité de la déclaration annuelle de données sociales réalisée auprès des services fiscaux pour mesurer le poids des types d'emploi dans chaque commune.

L'indice qu'ils ont ensuite construit laisse apparaître, là encore, des résultats indiscutables. Ces deux canaux expliqueraient jusqu'à 60 % de la surmortalité. L'économiste Eric Maurin, professeur à PSE et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), y voit d'ailleurs un des « *points forts* » de l'étude : « *Ce n'est pas simplement que les personnes pauvres sont plus souvent en mauvaise santé qui les a exposées à la surmortalité due au Covid, c'est aussi et surtout leurs conditions de logement et leur métier.* »

Des logements où règne une grande promiscuité – « *le surpeuplement du logement est un facteur-clé dans beaucoup de domaines (l'éducation des enfants notamment)* », note Eric Maurin – et des métiers à forte interaction avec le public. Caissiers, infirmiers, agents de sécurité ou policiers, certains de ces métiers ont été exposés pendant le confinement. « *Mais c'est sans doute dans les semaines qui ont précédé le confinement que cette interaction avec le public a pesé le plus lourd* », ajoute Simon Briole. Une époque où l'on manquait de tests, où l'on doutait des masques. C'était il y a quatre mois, une éternité.